

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Volet Travail

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022– Opposition officielle
1	Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2021-2022.
2	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.
3	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
5	Pour chaque programme créé en 2020-2021, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.
7	Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir : a) la liste complète en indiquant les coûts; b) le sujet; c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis; d) la date de réception.
8	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.
9	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.
10	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022– Opposition officielle
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020 et 2020-2021, l'âge des créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.
12	Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2020-2021 en incluant les coûts et les appels d'offres.
14	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir : a) la liste des contrats octroyés; b) le noms des firmes retenues; c) les langues vers lesquelles les documents ont été traduits; d) les coûts.
17	Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2020-2021 : a) le nombre de conflits de travail; b) la chronologie des actions prises; c) la durée moyenne de ces conflits; d) le nombre de demandes de médiation; e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère; f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical); g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre); h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
19	Les retombées de la « Grande Corvée » en heures investies par le personnel, entreprises rencontrées et sensibilisation relative à la rareté de la main-d'œuvre.
20	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
21	Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.
22	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
23	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.
24	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2020-2021.
26	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2020-2021.
27	Les copies des études, analyses, recherches, sondages et le nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi no 51, <i>Loi visant à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation travail-famille</i> .
28	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2020-2021.
29	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2020-2021.
30	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2020-2021.
31	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2020-2021.
32	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2020-2021.
33	Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits alloués au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022– Opposition officielle
34	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la requalification de la main-d'œuvre. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2020-2021.
35	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2020-2021.
36	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2020-2021.
37	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2020-2021.
38	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2020-2021.
39	Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2020-2021.
40	Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2019-2020.
41	Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2020-2021.
43	État de situation concernant l'adoption du Règlement modifiant le Règlement de santé et sécurité du travail ainsi que le Code de sécurité des travaux de construction en matière de bruit, pour 2020-2021.
44	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2020-2021.
45	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2020-2021.
46	Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2020-2021.
47	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2020-2021 et 2021-2022.
48	Les crédits dédiés ainsi que des copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios et projections concernant le projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.
49	Les crédits alloués, nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci pour le projet pilote visant à expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.
50	Les crédits dédiés ainsi que le bilan, plan de déploiement et résultats pour la formation, notamment pour le Chantier des compétences, ventilés par secteur.
51	Dans le cadre du Chantier des compétences, les dépenses enregistrées, ventilées par secteur de formation, l'état du fonds, montants disponibles, méthodes de financement.
54	Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi no 59, <i>Loi modernisant le régime de santé et sécurité du travail</i>
55	Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi n° 78, <i>Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises</i>
56	Crédits alloués, ventilés par poste budgétaire, à la négociation de la convention collective de la Société québécoise du cannabis : a) Le nombre d'effectifs à temps complet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2021-2022	Renseignements particuliers 2021-2022– Opposition officielle
57	Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires : a) Les dépenses juridiques ; b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés ; c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.
58	La liste, ainsi que les décrets modifiant des conventions collectives en 2020-2021.
59	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.
60	Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.
61	Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote, visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.
62	Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.
63	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2020-2021 en indiquant l'état des travaux en cours.
64	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2020-2021.
65	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2020-2021. Fournir l'objet de la plainte.
66	Liste des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
67	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2021-2022.
68	Nombre de dossiers au BEM pour 2020-2021.
69	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.
70	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2020-2021.
71	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> pour 2020-2021. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.
72	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2020-2021. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.
73	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
74	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
75	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2020 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

15. Fournir la liste des formations, conférences, ateliers, accompagnement ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère.
16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

4. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021. Fournir :
 - a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration ;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. (CCQ, CNESST, TAT)
6. Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :
 - a) les frais de déplacement ;
 - b) les frais de représentation ;
 - c) les frais de repas ;
 - d) les frais de voyage ;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. (CCQ, CNESST, TAT)
13. Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. (CCQ, CNESST, TAT)
18. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2020-2021 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission. (CCQ)
25. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2019-2020. (Ministère de l'Enseignement supérieur).
42. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2020-2021. (Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

52. Dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) :
 - a) les dépenses enregistrées,
 - b) l'état du fonds,
 - c) montant disponible,
 - d) le nombre de parents bénéficiaires,
 - e) le nombre d'entreprises bénéficiaires.
53. À la suite de l'annonce de la bonification du Régime québécois d'assurance parentale, fournir le nombre de parents ayant pu bénéficier de la prestation minimale de 500 \$ en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ¹). Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, s'élèvent à 79 833,9 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	27 417,0	11 547,7	39 524,4	78 489,1
Fonds des technologies de l'information	987,9	335,0	11,2	1 334,1
Fonds des biens et des services	-	2,0	0,1	2,1
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	8,6	-	8,6
Total	28 404,9	11 893,3	39 535,7	79 833,9

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Fonds des technologies de l'information	5 262,1	6 565,5	74,8	11 902,4

¹ Comprend les dépenses du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) du 1^{er} avril 2020 au 31 août 2020, et d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ), du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et du Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (FISNG) à compter du 1^{er} septembre 2020.

Prévisions pour 2021-2022

Les prévisions pour le C.T. de la Programmation annuelle en ressources informationnelles 2021-2022 ne sont pas encore connues.

SOURCE : DGRFC-DFI
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRI
DATE : 2021-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SGPO / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SPSQ/ SRE / SSC/ SSAP
VALIDATION :
DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

T1RP-02 – Annexe 01

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉQUR volet Entreprises	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉQUR - Entreprises. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ-DPDOS)	15	Revenu Québec, MTESS, REQ, RBQ, MFA, MDELCC, SAAQ, MAMH, AMF, SCT, OPC, CNESST, MEI, CALQ, AMP	0 \$
Comité de pilotage clicSÉQUR volet citoyens	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉQUR - Citoyens. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ_DPDOS)	9	Revenu Québec, Retraite Québec, MDELCC, MTESS, OPC, RAMQ, AMF, CALQ, Groupement des assureurs automobiles	0 \$
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d’un décès	Mandat : Approuver les orientations et les livrables du Plan d’action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d’un décès Principaux livrables : Mesures du plan d’action, projet de plan d’action, cadre de suivi et d’évaluation préliminaire, plan de communication	MTESS (SPSQ)	12	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJQ, MTESS (SPSQ,SRE,MSSS,M FQ), Protecteur du citoyen, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ.	0 \$
Table interministérielle en amélioration continue	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO. Principaux biens livrables : Partage des connaissances et d’outils, échange sur les meilleures pratiques en matière d’amélioration continue dans les ministères et organismes gouvernementaux.	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité stratégique du programme « Service québécois d'identité numérique »	Mandat : Déterminer les orientations stratégiques du projet. Veiller au bon déroulement des travaux et au respect des orientations gouvernementales, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Prendre acte des états de situation qui lui sont soumis afin d'en approuver les recommandations. Principaux biens livrables : <ul style="list-style-type: none">Validation du dossier d'affaires du projet « Identité numérique citoyenne » Suivre la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »	SCT (SPSQ-SSDPITN)	Environ 20	MTESS (SRE et SPSQ), SCT, RAMQ, SAAQ, ITQ, MSSS, Revenu Québec, MJQ	0\$
Comité directeur du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens » du programme « Service québécois d'identité numérique »	Mandat : Veiller au bon déroulement des activités et des travaux de l'équipe noyau et des contributeurs selon la planification établie, dans le respect du carnet de produit. Principaux biens livrables : Assurer la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »	ITQ (SPSQ- DPSQIN)	Environ 20	MTESS (DPDOS), ITQ, Revenu Québec, RAMQ, SAAQ	0\$
Comité interministériel sur la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	MTESS (SPSQ)	13	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0\$
Comité directeur interministériel de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au Comité interministériel un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises et son plan de mise en œuvre	MTESS (DGDSQ)	21	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations (CACLA)	<p>Mandat : Échange avec les partenaires qui ont le mandat législatif pour constituer des sociétés, des organismes sans but lucratif.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanger sur les nouveautés qui ont lieu au cours de l'année (systèmes d'enregistrement et nouveautés technologiques) et échange de meilleures pratiques en matière de gestion de registre des entreprises.</p>	MTESS (RE-SRE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	15	Ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Représentants des registres des différentes provinces et des territoires	\$0
Groupe de travail sur l'harmonisation de l'enregistrement extra- provincial des entreprises	<p>Mandat : Mettre en œuvre le plan visant l'harmonisation de l'immatriculation des entreprises opérant dans plus d'une province ou territoires.</p> <p>Principaux biens livrables : Travaux découlant du rapport "Projet d'harmonisation de l'immatriculation des entreprises extraprovinciales/extraterritoriales – Rapport sur le plan d'action".</p>	MTESS (RE-SRE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	50	30 états américains; 5 provinces canadiennes; le gouvernement fédéral; représentants de 17 autres pays	\$0
Comité des affaires du Registraire	<p>Mandat : Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition.</p> <p>Principaux biens livrables : Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.</p>	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Carrefour de l'emploi et de la formation	<p>Mandat : Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi.</p> <p>Principaux biens livrables : Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ». sur Québec.ca</p>	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	<p>Mandat : Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole.</p> <p>Principaux biens livrables : Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MFA; SAAQ; MEQ (secteur éducation et secteur loisir et sport); MES; MEI (secteur innovation et secteur économie); SCF; MJQ; MAMH; Secrétariat à la région métropolitaine (MAMH); SCT; SAJ (MCE); MELCC; MSP; MSSS; SA (MSSS); SAA (MCE); MRIF; OPHQ; SRQEA (MCE); SHQ; MIFI; MFQ, MFFP, OPC; MCC	0 \$
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p>Mandat : Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints.</p> <p>Principaux biens livrables : Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEQ; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	0 \$
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p>Mandat : Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel.</p> <p>Principaux biens livrables : Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEQ; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ, MSP; MELCC.	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec-Ontario	Mandat : Application du chapitre 6 de l'Accord. Principaux biens livrables : Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	0 \$
Comité CPQ-MTESS	Mandat : Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS. Principaux biens livrables : Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	0 \$
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	Mandat : Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris. Principaux biens livrables : Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	945 \$
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	Mandat : Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. Principaux biens livrables : Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	130 \$
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	Mandat : Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Forum Justice et santé mentale	Mandat : Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	80 \$
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, de cadres d'évaluation ou méthodologiques spécifiques à certaines mesures et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	0\$
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	Mandat : Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents programmes de soutien du revenu existants au Canada. Principaux biens livrables : En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	Manitoba et gouvernement fédéral Direction responsable – MTESS (DPAS)	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	587,29 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	Mandat : Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS ; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	400 \$
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	Mandat : Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. Principaux biens livrables : Produire un document sur une vision commune.	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAF); MFA; MT	150 \$
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Mandat : Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active. Principaux biens livrables : Guide de soutien sur la TEVA.	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	0 \$
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	Mandat : Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe. Principaux biens livrables : Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	Mandat : Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie. Principaux biens livrables : Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	0 \$
Comité de suivi - Étude du Plan Nord du MES	Mandat : Dresser un portrait de la situation au nord du 49 ^e parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire. Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIFI	0 \$
Comité de travail MIFI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	Mandat : Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. Principaux biens livrables : Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.	MTESS (DR)	5	MIFI; MTESS (DPES et DAIMT)	0 \$
Comité directeur MIFI - MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	Co-présidé MIFI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIFI	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	Mandat : Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO. Principaux biens livrables : Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	0 \$
Comité interministériel d'évaluation de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des principaux MO engagés dans la Stratégie à son évaluation et de recenser et partager les évaluations de ses mesures. Principaux biens livrables : Cadre et rapport d'évaluation.	MTESS (SGPO- Direction de l'évaluation)	6	MTESS; MEES; OPHQ; MSSS	0 \$
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	Mandat : Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail.Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. Principaux biens livrables : Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIFI; MEI; MEES	0 \$
Comité interministériel MIFI/MTESS sur la régionalisation de l'immigration	Mandat : Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIFI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. Principaux biens livrables : Plan de travail 2020-2021.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIFI	0 \$
Comité stratégique en adéquation formation emploi	Mandat : Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel. Principaux biens livrables : Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIFI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	<p>Mandat : Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE.</p> <p>Principaux biens livrables : Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.</p>	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	0 \$
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le Service national de placement	<p>Mandat : Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.</p>	MTESS (DREPMs) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium	<p>Mandat : Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers.</p> <p>Principaux biens livrables : Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années. 4 chantiers ont été mis en place pour réaliser les 29 recommandations du diagnostic. Ces chantiers comprennent des intervenants de plusieurs autres organisations</p>	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St-Jean et Direction des politiques d'emploi et des stratégies [DPES])	18 + Les participants des chantiers	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; Rio Tinto, École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; Université de Sherbrooke, Grappe AluQuébec, Comité consultatif Femmes	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des sous-ministres MIFI et du MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIFI; MTESS	0 \$
Comité interministériel MIFI- MTESS sur la stratégie d'action spécifique pour une offre de services adaptée aux personnes réfugiées ou en situation semblable	Mandat : Rédaction d'une stratégie d'action spécifique pour les personnes réfugiées. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (SEQ)	12	MIFI; MSSS; MEES; MTESS; MFA, SHQ	0 \$
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	Mandat : Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. Principaux biens livrables : Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps complet	Mandat : Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle. Principaux biens livrables : Première phase du GUF en cours pour toute personne de 16 ans ou plus née hors Canada et ayant un besoin de francisation à temps complet.	MTESS (DPDOS)	15 à 18	MTESS, MIFI, MEES	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail MIFI-MTESS concernant la révision du Protocole d'entente sur les services de francisation des immigrants de 1999 et de l'Entente opérationnelles cadre sur la francisation des immigrants et des immigrantes	Mandat : En collaboration avec le MIFI, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de francisation des personnes immigrantes et les modalités de mise en œuvre du Protocole. Principaux biens livrables : Travaux en mode bilatéral. Présentation d'un projet d'entente aux gestionnaires des deux ministères et validation pour signature par les deux parties.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI) et MIFI	0 \$
Comité d'implantation des services du MIFI et du PAP dans les Bureaux Services Québec	Mandat : En trois phases, planifier et actualiser l'implantation des services du MIFI (dont ceux du PAP) dans les Bureaux services Québec en élaborant des consignes opérationnelles, établissant le moyen de communication le plus pertinent et permettant la reddition de compte.	MTESS (DGMSE)	7	MTESS (DIIPS, DMSI, SPS, DPSQ) et MIFI	0 \$
Comité d'élaboration du Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP) du MIFI	Mandat : Collaborer à l'élaboration et à la validation des orientations afin de positionner le PAP en complémentarité avec les services publics d'emploi. Principaux livrables : Arbre décisionnel et distinction des rôles.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI, DPES, DRE) et MIFI	0 \$
Groupe de travail sur le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS	Mandat : En collaboration avec le MIFI, mettre en place le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS. Principaux biens livrables : Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIFI; MTESS	0 \$
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	Mandat : Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIFI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	<p>Mandat : Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté.</p> <p>Principaux biens livrables : Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.</p>	MTESS (DMSI)	8	MIDI; MTESS; OPQ; MEES	0 \$
Comité opération entreprises Québec	<p>Mandat : Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité.</p> <p>Principaux biens livrables : À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.</p>	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	100 \$
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	<p>Mandat : Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations.</p> <p>Principaux livrables : Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.</p>	MTESS (SPSQ_DDOSQ)	6	MTESS; Service Canada	0 \$
Comité directeur Accès- construction	<p>Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.</p> <p>Principaux biens livrables : Repositionnement du comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.</p>	MTESS (STRAV)	17	MTESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Mandat : Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. Principaux biens livrables : Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	10	MTESS; MIFI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ; RAMQ	0 \$
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	14	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Comité sur les disparités de traitement	Mandat : Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. Principaux biens livrables : Scénarios	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et- Labrador	0 \$
Comité directeur du projet APSFS	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (APSFS). Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (DEC-SRE)	6	MTESS, Office de la protection du consommateur	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur du projet ORDRE	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur. Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (DDR, SRE)	5	MTESS, Revenu Québec, Commission de la construction du Québec (représentant des utilisateurs)	0 \$
Comité des utilisateurs du projet ORDRE	Mandat : Quérir l'opinion des futurs utilisateurs afin que l'outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) réponde à leurs besoins. Principaux livrable : Avis, essais, arrimages fonctionnels avec les environnements des ministères et des organismes, collaboration à la gestion du changement (communication interne et formation).	MTESS (DDR, SRE)	25	MTESS, Hydro Québec, Sûreté du Québec, Commissaire au lobbyisme, Commission de la construction du Québec, Autorité des marchés financiers, Commission des normes, de l'éthique, de la santé et de la sécurité au travail, Régie du bâtiment, Revenu Québec, Service de police de la ville de Montréal, Unité permanente anti-corruption, ministère de la Sécurité publique, Autorité des marchés publics.	0 \$
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet. Principaux biens livrables : Registre des points de suivi et tableau d'avancement du projet (incluant suivi budgétaire).	MTESS (RE-SRE)	4	MTESS; RQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	Mandat : Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents. Principaux livrables : Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête Identifier les besoins des ministères et organismes québécois en termes d'échanges d'information avec les MO du fédéral et des autres provinces.	MTESS (DEC-SRE)	19	RAMQ, MTESS, MIDI, SAAQ, Retraite Québec, RQ, MEES, SCT	0 \$
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	Mandat : Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien. Principaux livrables : Les travaux à réaliser sont évolutifs dans le temps. Actuellement, un sous-groupe a été mis en place pour développer les échanges de renseignements d'état civil entre les provinces et les territoires.	MTESS (DEC-SRE)	23	MTESS, ISQ, Statistiques Canada, Représentants des gouvernements provinciaux et des territoires	1 000 \$
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Mandat : Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les MO membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Principaux livrables : Conseiller les décideurs sur les modifications législatives, réglementaires et politiques permettant de lutter plus efficacement contre la fraude envers l'État.	MTESS (DEC-SRE)	21	MSP, MTESS, H-Q, Retraite Québec, MIDI, CNESST, RAMQ, RQ, SAAQ, SQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les avis de décès	Mandat : Améliorer la rapidité de l'inscription des décès et sa notification aux autres MO de même que l'expérience de service des citoyens confrontés à la mort d'un proche. Principaux livrables : Échange sur les meilleures pratiques des provinces participantes et identification de pistes d'amélioration en réponse au mandat.	MTESS (DEC-SRE)	22	MTESS, Service Canada, Représentants du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux	0 \$
Comité d'évaluation des interventions gouvernementales en faveur de l'équilibre du marché du travail 2018-2023	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre ou la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 à leur évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures des plans d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	12	MTESS, MAPAQ, MCC, MEÉS, MIFI, MFQ, MSS, SCF, CCQ, SCT	0 \$
Comité stratégique du Guichet unifié de francisation	Mandat : Assurer le suivi du projet qui vise à mettre en place un guichet de francisation à temps complet dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le MIFI. Le MTESS et le MÉES sont maîtres d'œuvre de la solution. Les membres du comité stratégique doivent s'assurer du respect des orientations, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Principaux biens livrables : Dossier d'affaires.	MTESS (SPSQ)	3	MÉES, MIFI, MTESS (EQ, SDPSQ, SGGRI)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur sur la simplification des démarches dans le cadre du décès d'un proche	<p>Mandat : Services Québec a le mandat d'offrir aux citoyens et aux entreprises un guichet multiservice visant à faciliter la prestation de service gouvernementale. Il s'agit de proposer au gouvernement des mesures concrètes permettant de réduire le nombre de démarches administratives, mieux arrimer les services sollicités, diminuer les délais de traitement et les envois postaux, mieux accompagner les citoyens et faire évoluer les démarches vers une approche « Dites-le une seule fois ».</p> <p>Principaux livrables : La mise en place de neuf chantiers de travail permettra d'identifier des pistes de solutions concrètes.</p>	MTESS (SDPSQ-DPSQ)	10	MTESS (incluant le DEC-SRE) MSSS, MJQ, Revenu Québec, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, Curateur public, Bureau du coroner, Protecteur du citoyen	0 \$
Comité directeur PerLE	<p>Mandat : Assurer le bon fonctionnement et le développement du service PerLE au niveau canadien et des provinces. Déterminer les priorités concernant le développement du service.</p> <p>Principaux livrables : Rencontre téléphonique afin d'assurer le suivi et le développement du service PerLE. Prise de décisions concernant l'utilisation des Fonds fédéraux disponibles et de l'évolution du service.</p>	MTESS (SDSQ-DPSQ)	20	Représentants de toutes les provinces canadiennes et de la réserve d'Akwesasne	0 \$
Comité interministériel en allègement réglementaire concernant le commerce de détail	<p>Mandat : Déterminer les actions afin de réduire le fardeau administratif de l'industrie du commerce de détail en réponse à la mesure 2 du Plan d'action en allègement réglementaire et administratif concernant le commerce de détail sous la responsabilité du MEI.</p> <p>Principaux livrables : Travaux et interventions visant l'allègement réglementaire et administratif par la mise en place d'un projet pilote concernant les dépanneurs et petits marchands d'alimentation afin de réduire leur fardeau administratif.</p>	MTESS (SPSQ-DPSQ)	20	MAPAQ, RACJ, RQ, CNESST, MTESS, MCC, RBQ, MEI, MELCC, MEFP et les représentants de l'industrie du commerce de détail	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité conjoint pour le développement de la Station nouveau départ	<p>Mandat : Regrouper les services du MTESS, du MIFI et de la Ville de Montréal afin d'offrir des services intégrés aux nouveaux arrivants.</p> <p>Principaux livrables : Mise en place du bureau du centre-ville de Montréal.</p>	MTESS (SPSQ-DPSQ)	7	MTESS, MIFI, Ville de Montréal	0 \$
Comité opérationnel des partenaires d'Entreprises Québec	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement du partenariat avec Entreprises Québec et informer les partenaires des développements d'Entreprises Québec et de la Zone entreprise.</p> <p>Principaux livrables : Avis sur les différents éléments du développement des services d'Entreprises Québec, des stratégies de communication et de collaboration entre les partenaires.</p>	MTESS (SPSQ-DPSO)	24	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MIFI, MEI, SPN, CRIQ-BNQ, CTEQ, Ressources Entreprises, MTO, Québec Innove	0 \$
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	<p>Le CEGO a pour mission de favoriser l'amélioration des services aux citoyens en soutenant les organismes membres.</p> <p>Mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens; Diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental. 	MTESS (SO)	6	Revenu Québec, CNESST, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, MTESS	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	Mandat : Déployer un ensemble d'actions gouvernementales cohérentes et concertées qui auront pour effet, à court, moyen et long terme de permettre aux entreprises et aux organisations du secteur public de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour mener avec succès leurs activités et ainsi soutenir la prospérité du Québec.	MTESS (BSM)	12	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité de coordination - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	Mandat : Assurer les arrimages nécessaires au chapitre des interventions et services des différents ministères et partenaires impliqués. Principaux livrables : Identifier un ensemble d'actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu de l'évolution du nombre de postes vacants, des besoins futurs de main-d'œuvre essentiels au soutien des projets et des stratégies sectorielles et de l'effet des actions mises en place.	MTESS (SMA)	15	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité – chantier de l'intégration en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail	Mandat : Recenser les préoccupations, enjeux et besoins futurs de la main-d'œuvre. Identifier les leviers disponibles pour agir efficacement sur les causes et les conséquences de la rareté de main-d'œuvre. Principaux livrables : Identifier des actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu.	MTESS (SEQ)	12	MTESS (BSMAEQ, DGAS, DGPEPMT, DPES, DGMSE, DMSEP), MFQ	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Mandat : Maintenir le plan national de sécurité civile (PNSC) opérationnel et planifier des mesures de prévention et de préparation en sécurité civile à l'échelle nationale. En cas de sinistre : superviser le travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile, informer les différents partenaires de l'évolution de la situation, coordonner l'intervention gouvernementale lorsque l'ampleur d'un événement dépasse les capacités locales ou régionales et coordonner les activités de rétablissement.	MTESS (SSSAP – BCSC)	88	MSP, CAG, CNESST, CORONER, HQ, ITQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MEQ, MES, MEL, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTO, MTQ, RBQ, RQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, Urgence Québec – MCE	0\$
Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le Développement du marché du travail (EDMT)	Mandat : Réaliser le 3e cycle d'évaluation à l'échelle nationale/provinciale/territoriale : études quantitatives d'impacts différentiels, étude sur le programme d'aide au travail indépendant, étude sur les partenariats du marché du travail. Principaux livrables : Rapports national, provinciaux et territoriaux sur le profil des participants aux prestations d'emploi et mesures de soutien et les effets nets de 2010 à 2017. Rapports nationaux, provinciaux et territoriaux de chaque étude.	EDSC (Emploi et développement social Canada)	34	EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest), Service Canada-Atlantique, Service Canada-Ontario, Service Canada-Québec	0 \$
Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO)	Mandat : Réaliser l'évaluation des ententes à l'échelle nationale/provinciale/territoriale. Principaux livrables : Revue documentaire, Revues de littérature, Enquête auprès de participants des EDMO, Entrevues avec des informateurs clés.	EDSC	30	EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Conseil consultatif de la lecture et du livre (CCLL)	<p>Mandat : Donner son avis et de soumettre des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application du cadre législatif et réglementaire</p> <p>Principaux livrables : L'avis du CCLL est obligatoire et préalable à la délivrance, la suspension et l'annulation d'un agrément pour un libraire, un éditeur et un distributeur. Il soumet également des recommandations à l'égard de l'adoption ou de la modification de règlements.</p>	MCC (SPSQ)	16	4 représentants ministériels : MTESS (DPUQ), MEES, MCC 12 représentants du milieu du livre	0 \$
Comité interministériel sur la gestion des données numériques gouvernementales	<p>Mandat : Assurer une mobilisation générale dans le cadre des travaux sur la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p>Principaux livrables : Assurer que le projet reflète les réalités différentes des OP en s'assurant de respecter leur avancement et obtenir leur adhésion. Émettre des avis sur les livrables produits par les comités de travail.</p>	MTESS (BSMA-SRE)	16	MTESS (BSMA_SSGRI- SRE), SCT, ARQ, MEQ, MEI, MERN, MFQ, MJQ, SAAQ, MES, MSSS	0\$
Comité de travail – Gouvernance et gestion des données numériques gouvernementales	<p>Mandat : Convenir des grandes modalités pour la gouvernance et la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p>Principaux livrables : Développer des pratiques permettant la mobilité et la valorisation de données à l'échelle gouvernementale.</p>	MTESS (SRE-RE)	19	MTESS (Registraire des entreprises), SCT, MJQ, MSSS	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participatio n MTESS
Comité de révision de l'entente de partenariat entre le MTESS et la CNESST	<p>Mandat : Réviser l'entente contractuelle actuelle en vue de son renouvellement dans le respect de la capacité organisationnelle des deux organismes.</p> <p>Principaux livrables : Analyser les besoins de la clientèle de la CNESST et réaliser un inventaire des services offerts actuellement. Identifier des parcours types en lien avec les besoins identifiés et les services offerts. Mettre en place des mécanismes d'échanges d'information sur la clientèle. Optimiser le partenariat avec le réseau des organismes en employabilité.</p>	MTESS (DMSI)	10	CNESST (DGCSO, DGAJ, DGIA) MTESS (DIIPS, DAJ, DRE, DAIMT)	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps partiel	<p>Mandat : Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle.</p> <p>Principaux biens livrables : Deuxième phase du GUF visant les cours à temps partiel.</p>	MTESS (DMSE)	3	DMSI	
Groupe de travail MEQ-MES-MTESS concernant la révision de l'entente sur le financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et sur les modalités de collaboration afférentes de 1999 et de son annexe opérationnelle révisée en 2004	<p>Mandat : En collaboration avec le MEQ et le MES, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et mettre à jour l'annexe opérationnelle.</p> <p>Principaux biens livrables : Discussions et travaux étalés dans le temps afin de présenter une nouvelle annexe opérationnelle.</p>	MTESS (DMSI, DPES, DPRC)	40	MTESS (DMSI, DPES, DPRC) MEQ, MES	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel- services aux entreprises MIFI - MTESS	Mandat : Travaux entourant la complémentarité des services aux entreprises des deux ministères pour le recrutement international et la Francisation. Principaux biens livrables : Cheminements des entreprises : 1-Francisation et 2-Recrutement international.	DMSE	8 à 10	MTESS (DMSE, DPES, DIIPS, DGMSE); MIFI	0 \$
Comité pour la simplification de l’application des subventions salariales au secteur de la construction	Mandat : Afin de favoriser une meilleure intégration des travailleurs faisant partie de groupe de personnes sous-représentées dans la construction, le MTESS et la CCQ ont convenu de collaborer pour faciliter l’application des mesures de subvention salariales au secteur de la construction. Principaux livrables : Processus CCQ permettant d’identifier des personnes qui ont le droit d’exercer un métier ou une occupation de la construction mais qui pourraient éprouver des difficultés à obtenir un emploi dans ce secteur. Outils MTESS à l’intention des agents d’aide à l’emploi et des agents aux entreprises pour les aider dans l’application des subventions salariales dans le secteur de la construction.	MTESS (DPES)	10	MTESS (DPES, DMSE, DMSI, SPS, DAJ) ; CCQ	0 \$
Continuum de services MEI- IQ-MTESS – démarche de transformation numérique des entreprises et du programme Audit industrie 4.0	Mandat : Inclure un diagnostic (bilan) des compétences (MTESS) dans le cadre du Programme Audit Industrie 4.0 (PAI 4.0) du MEI. Principaux livrables : Cheminement visant le continuum de services MTESS-IQ ainsi qu’un cheminement de complémentarité des programmes/mesures MTESS-MEI.	DMSE	10	MTESS (SSC, DIIPS, DPES) MEI IQ	

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe d'action en hôtellerie	Mandat : soutenir la concertation du milieu en matière de développement de l'emploi et de la main-d'œuvre. Identification de solutions afin d'aider les travailleuses et travailleurs de même que les entreprises du secteur de l'hôtellerie, en favorisant la requalification des travailleuses et travailleurs de ce secteur vers des secteurs qui font face à des raretés main-d'œuvre et qui souhaitent renforcer leurs qualifications, de même que l'ajustement des pratiques actuelles de gestion des ressources humaines.	MTESS (SEQ, SCPMT et DPES)	24	CSMO du secteur touristique CQRHT, CSN, FTQ, 3 associations hôtelières, 6 représentants des hôteliers, AQFORTH, CEGEP St- Félicien, ITHQ, École Fierbourg, Organisme d'insertion professionnelle,	0 \$
Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Mandat : Harmoniser les processus provinciaux et territoriaux, et les exigences en matière de reconnaissance professionnelle des métiers spécialisés et des normes. Principaux livrables : Élaboration de normes interprovinciales pour les métiers désignés Sceau Rouge.	MTESS (DQP)	15	MTESS, CCQ, EDSC, un représentant par province et territoire	0\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-03

Titre :
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relèvent en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :

Au 24 février 2021, le Ministère compte 1 214 employés occasionnels, ce qui représente 19,18 % de son effectif (6 330 effectifs réguliers et occasionnels).

Portrait des unités centrales

Unités centrales		2020-2021 (au 24 février 2021)	
		Nombre	%
BSM	Bureau de la sous-ministre	2	0,2
	Unités relevant de la sous-ministre	5	0,4
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	1	0,1
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	17	1,4
SGPO	Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle	8	0,7
SPSQ	Secteur des partenariats de Services Québec	141	11,6
SRE	Secteur des registres de l'État	48	4,0
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	42	3,5
SSSAP	Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale	43	3,5
ST	Secteur du travail	13	1,1
SSC	Secteur des services à la clientèle – Unités centrales	3	0,2
Total		323	26,6

Portrait des unités régionales, locales et opérations centralisées

Région administrative de travail		2020-2021 (au 24 février 2021)	
		Nombre	%
01. Bas-Saint-Laurent		29	2,4
02. Saguenay - Lac-Saint-Jean		59	4,9
03. Capitale-Nationale		58	4,8
04. Mauricie		35	2,9
05. Estrie		44	3,6
06. Montréal		277	22,8
07. Outaouais		56	4,6
08. Abitibi-Témiscamingue		29	2,4
09. Côte-Nord		13	1,1
10. Nord-du-Québec		13	1,1
11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		12	1,0
12. Chaudière-Appalaches		38	3,1
13. Laval		18	1,5
14. Lanaudière		41	3,4
15. Laurentides		43	3,5
16. Montérégie		110	9,1
17. Centre-du-Québec		16	1,3
Total Unités régionales, locales et opérations centralisées		891	73,4
Total Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale		1 214	100,0

Parmi les 202 recrutements réguliers effectués en 2020-2021, 182 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 90,1 % des recrutements.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Pour chaque programme créé en 2020-2021, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, aucun programme lié au volet Travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a été créé.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir :

- a) la liste complète en indiquant les coûts;
- b) le sujet;
- c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis;
- d) la date de réception.

Exposé et statistiques :

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées¹.

¹ Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2020-2021 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
DATE : 2021-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2012-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques :

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2020-2021.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA
VALIDATION : DGRFC
DATE : 9 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.

Exposé et statistiques

En date du 28 février 2021 :

- a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif : 0 pour le MTESS

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021 :

- b) 2 865 724 \$
- c) Non disponible
- d) et e) Veille médiatique pour le Ministère et les cabinets : 123 876 \$
 - I.C.I Influence communications inc. : 117 245 \$
 - Entreprises Presse canadienne : 6 630 \$

Les sujets concernent ce qui touche à la mission du Ministère.

- f) Montant total des sommes dépensées en traduction de documents de communication : 119 171,64 \$
 - Traduction du français vers l'anglais : 102 020,64 \$
 - Traduction de l'anglais vers le français : 17 091,00 \$
 - Traduction du français vers l'arabe : 60,00 \$

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : CGAP
VALIDATION : DGRFC
DATE : 7 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la question 12 du volet Emploi et Solidarité sociale.

SOURCE :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 11 mars 2020
COLLABORATION :	Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire, 10 mars 2021
VALIDATION :	
DATE :	11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2019-2020 et 2020-2021, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 28 février 2021 s'élève à 851,8 M\$.

Répartition du solde du compte débiteur du Ministère selon l'âge des comptes (en millions de dollars)

	2020-2021
0 à 6 mois	68,0
6 à 12 mois	20,3
12 à 24 mois	111,1
24 à 36 mois	79,4
36 mois et plus	573,0
Total	851,8

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement négociées avec des personnes qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, tenant compte à la fois de la capacité de payer de la personne débitrice (LAPF) et des montants prévus au règlement;
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des retenues qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2020-2021 en incluant les coûts et les appels d'offres.

Exposé et statistiques :

Le volet Travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a commandé aucune recherche en 2020-2021.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS D'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir :

- a) la liste des contrats octroyés;
- b) le nom des firmes retenues;
- c) les langues vers lesquelles les documents ont été traduits;
- d) les coûts.

Exposé et statistiques :

Pour les contrats de traduction de 24 999,99 \$ et moins, veuillez vous référer à la question 8 des renseignements généraux.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : SRE, ST, BEM
VALIDATION : DGRFC
DATE : 5 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2020-2021:

- a) le nombre de conflits de travail;
- b) la chronologie des actions prises;
- c) la durée moyenne de ces conflits;
- d) le nombre de demandes de médiation;
- e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Exposé et statistiques :

	2020-2021*
a) Nombre d'arrêts de travail (conflits)	26**
b) Chronologie des actions prises	Voir la fiche T3RP16
c) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)	34,8 jours ouvrables 39,9 jours calendrier
d) Nombre de demandes de médiation-conciliation dans les dossiers avec arrêts de travail	24
e) Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère dans les dossiers avec arrêts de travail	24

* Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

** Dont 2 de compétence fédérale.

Note : en 2020-2021, le secteur des services de garde compte deux dossiers de négociation pour lesquels les conflits de travail ont été regroupés au niveau régional. Ces dossiers n'étant pas accrédités en vertu du Code du travail, le MTESS ne dispose pas de l'information concernant le nombre d'établissements visés. Ils sont comptabilisés comme deux arrêts de travail.

f) Antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec arrêts de travail (en %)

Année	Syndical	Patronal	Autres
2020-2021	33,3 % Global ¹ : 33,3 %	66,7 % Global : 50,0 %	0 % Global : 16,7 %

L'expérience des médiateurs-conciliateurs est extrêmement variée. Pour plusieurs, ils cumulent de l'expérience autant du côté patronal que syndical. Quelle que soit leur expérience, médiateurs sont tenus d'exercer leurs professions en toute impartialité, tel que mentionné dans le Code d'éthique des médiateurs-conciliateurs².

g) Initiateur de la demande de médiation

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2020-2021	11	13	0

¹ La notion de « global » réfère aux antécédents professionnels de l'ensemble des médiateurs-conciliateurs du Secteur du travail, et non seulement, aux antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec des arrêts de travail.

² https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/code_travail/code_ethique.pdf
T1RP17_03-22_BSM.docx

h) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation

Inclus dans les dépenses globales de la Direction de la médiation, de la conciliation et en relations du travail du Secteur du travail.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail (ST)
COLLABORATION : Direction de l’information sur le travail – ST
VALIDATION :
DATE : 2021-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Les retombées de la « Grande Corvée » en heures investies par le personnel, entreprises rencontrées et sensibilisation relative à la rareté de la main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

- En date du 31 mars 2020, sur les 24 405 entreprises contactées dans 17 régions, 12 228 avaient échangé avec un conseiller sur leurs besoins et le soutien qui pourrait leur être offert, notamment dans le cadre de leur démarche en matière de recrutement. Suite à cet échange, 3 324 entreprises ont été rencontrées afin de bénéficier d'un accompagnement plus soutenu.
- Aucune donnée disponible concernant les heures investies par le personnel.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur Emploi Québec (DPRC et DMSE)
VALIDATION : Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnel (DAIG)
DATE : 2021-04-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice effectue des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Secteur du travail.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 10 mars 2021, le Bureau des permis a reçu vingt-neuf demandes de renouvellement de permis, une demande de modification de permis et une demande de délivrance de permis. Toutes les associations respectaient l'ensemble des conditions, un permis, valide pour trois ans, a donc été délivré pour chacune d'elle. Deux associations n'ont pas renouvelé leur permis.

Le 20 avril 2020 le Bureau des permis a fait parvenir à deux reprises un avis de renouvellement de permis à la Fraternité nationale des poseurs d'acier d'armature local 777 et à l'Association des métiers de l'acier du Québec (AMAQ). À ce jour, aucune demande de permis n'a été reçue de la part de ces deux associations.

Tel qu'autorisé par l'article 50 du Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, le Bureau des permis a procédé à la révocation de ces deux permis.

Le 3 février 2021, le local 500 de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada confirmait au Bureau des permis la cessation des activités de référence de main-d'œuvre et ce, à partir du 3 mars 2021 à la suite d'une fusion avec le local 144 du même syndicat.

Le 11 février 2021, la section locale 2016 du Syndicat International des ferblantiers et couvreurs demandait au Bureau des permis la délivrance d'un permis de référence de main-d'œuvre. Le nouveau permis est entré en vigueur le 9 mars 2021.

LISTE DES TITULAIRES D'UN PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE LE STATUT DU PERMIS

En date du 10 mars 2021

Renouvellements effectués en 2020-2021 : 29

Révocation effectuée en 2020-2021 : 1

Permis expirés sans renouvellement en 2021-2021 : 2

Permis en vigueur au 10 mars 2021 : 38

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 1604	En vigueur / Renouvelé
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 71	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 144	En vigueur / Modifié
CQPMCI – Local 4	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 500	Révoqué*
CQPMCI – Local 7	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 58	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 160	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 134	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 761	En vigueur
CQPMCI – Local 271	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 380	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 929	En vigueur / Renouvelé	FTQ – FIPOE	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 568	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 1	En vigueur
CQPMCI – Local 1604	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 9	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 116 (APFC)	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 99	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 62	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 89	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur / Délivrance
CQPMCI – Local 96	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 101	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 777	Expiré
CQPMCI – Local 2182	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 1676	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 711	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 2366	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 905	En vigueur / Renouvelé	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 349	En vigueur	FTQ – AMAQ	Expiré
CQPMCI – Local 1135	En vigueur		

* Le permis a d'abord été renouvelé et a ensuite été révoqué suite à la fusion de deux associations.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail
DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Les dépenses supplémentaires du Ministère concernent principalement les dépenses liées aux nouvelles réalités de la pandémie de la COVID-19. Plus particulièrement, la mise en place d'une infrastructure informatique, matérielle et téléphonique a été nécessaire pour l'application des mesures sanitaires.

Dépenses relativement à la COVID-19	Dépenses prévues 2020-2021
	(en \$)
Agents de sécurité – application des mesures sanitaires	2 304 522
Achat fournitures, équipements et entretien	912 000
Téléphonie	900 000
Messagerie et courrier	862
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	4 800 000
Autres	721 115
Total fonctionnement	9 638 499

SOURCE : DGRFC-DB-SBACR
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'études, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail au cours de l'année 2020-2021.

SOURCE : Secteur du Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-03-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, le Secteur du travail du MTESS a participé aux travaux menés par le Ministère de l'Économie et de l'Innovation concernant le Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025, qui a été lancé le 16 décembre 2020. Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille travail (PL 51) (2020, chapitre 23), les suivis qui en découlent en termes d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, du nombre de plaintes et de procédures judiciaires déposées depuis son entrée en vigueur.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil de gestion) sont financés par un fonds fiduciaire autre que budgétaire.

SOURCE : Direction de la conformité et du soutien normatif
COLLABORATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
VALIDATION :
DATE : 8 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, aucune étude ou analyse différenciée selon les sexes formelle n'a été réalisée.

Par contre, diverses études, analyses ou recherches produites en 2020-2021 présentent de l'information sexuée. Par exemple :

- Tel qu'indiqué à la réponse de la question 45, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuées : elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 164 700, ce qui correspond à 57 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2021, soit 287 100.
- Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, par l'entremise de Guy Fréchet et Quynh-Van Tran, a produit une note de recherche, soit *La pauvreté des personnes de 55 ans et plus au Québec : du travail à la retraite*.

Cette note inclut des tableaux et graphiques de statistiques selon le sexe et elle est disponible par le lien suivant :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_pauvrete-55ans-quebec.pdf

- De plus, les statistiques officielles et l'information de gestion utilisées par le ministère dans la gestion de ses programmes et de ses activités présentent de l'information sexuée dans la très grande majorité des cas. Par exemple, pour les mesures et services d'emploi, des comparaisons entre les hommes et les femmes se retrouvent dans les publications. Des exemples de publications sont disponibles par le lien suivant :

<https://www.emploi.quebec.gouv.qc.ca/publications-et-formulaires/>

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : SEQ, SSSAP et SGPO
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'élimination des clauses « orphelin ».

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 50 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière », la rédaction du rapport est en cours.

Concernant les crédits dédiés, tel qu'indiqué à la réponse de la question 40, au 31 mars 2021, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du travail pour réaliser ces actions.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Par contre, rappelons qu'en 2019-2020, le dossier du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Règlement) a entraîné la mise en ligne des documents suivants :

- Le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/a_propos/acces_a_linformation/lois_reglements_projets_de_reglement_politiques_et_autres_documents_normatifs/projet_de_reglement_sur_les_agences_de_placement_de_personnel_et_les_agences_de_recrutement_de_travailleurs_etrangers_temporaires.html

- L'analyse d'impact réglementaire qui accompagnait le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agence_placement.pdf

- La version finale du Règlement, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71523.pdf>

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits attitrés au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Pour le nombre de plaintes en 2020-2021, le Ministère n'en a reçu aucune.

Par ailleurs, rappelons que le 8 janvier 2020, l'Association des entrepreneurs spécialisés en procédé industriel du Québec (AESPIQ) et l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel (ANERPP) présentaient à la Cour supérieure une demande de pourvoi en contrôle judiciaire afin de déclarer le Règlement sur les agences de placement de personnel et sur les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires invalide, au motif qu'il serait *ultra vires* des pouvoirs du gouvernement. En parallèle, l'Association provinciale des agences de sécurité (APAS) a également déposé, le 9 juillet 2020, une demande de pourvoi visant à contester ce même règlement. Une jonction d'instance de ces deux dossiers a été confirmée, en décembre 2020, par la Cour supérieure, et ces deux demandes de pourvoi en contrôle judiciaire sont désormais entendues ensemble dans le cadre d'une seule et même instance. Le processus judiciaire suit son cours.

Concernant les crédits attitrés, et tel qu'indiqué à la question 52, 344 \$ ont été payés en frais juridiques (excluant les salaires des employés concernés) en 2020-2021, pour des frais de timbre judiciaire relativement à la contestation du règlement.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques
VALIDATION :
DATE : 2021-03-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la requalification de la main-d'œuvre. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La requalification de la main-d'œuvre :

Le 16 octobre 2020, s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi organisé conjointement avec la Commission des partenaires du marché du travail. En suivi du Forum, différentes actions sont en cours d'implantation pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Lancement d'une formation publique en technologies de l'information (TI) ;
- Bonification du programme Audit industrie 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec ;
- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle.

Le 26 novembre 2020, le ministre a fait l'annonce du Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui est entrée en vigueur le 30 novembre.

- Ce programme s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande.
- Le PARAF est doté d'une enveloppe de 114,6 M\$ prélevée à partir du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.
- Dans le cadre de la mise à jour économique présentée le 12 novembre 2020, 26 M\$ en 2020-2021 et en 2021-2022 ont été accordés au ministère de l'Éducation, ainsi qu'au ministère de l'Enseignement supérieur, pour développer les programmes de formation nécessaires à la requalification des chômeurs, particulièrement des formations de courte durée.

Études, analyses, recherches, sondages, scénarios et projections :

Une large consultation des partenaires du marché du travail a été tenue en amont du Forum virtuel sur la requalification et l'emploi d'octobre 2020.

Le MTESS estime que 20 000 personnes participeront au PARAF d'ici le 30 avril 2020 et débiteront une formation avant le 25 septembre 2021.

Personnel affecté :

Aucun ETC supplémentaire n'a été requis.

Rencontres et experts consultés :

Des invités-experts du marché du travail, de même que des partenaires du marché du travail ont été réunis lors du Forum virtuel sur la requalification et l'emploi tenu en octobre 2020. Voici les invités-experts qui ont participé au Forum :

- Catherine Haeck, Ph.D. Université du Québec à Montréal, Fellow CIRANO
- Mia Homsy, présidente-directrice générale de l'Institut du Québec (IDQ)
- Michel Leblanc, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- Johanne Jean, Présidente de l'Université du Québec

- Manon Poirier, CRHA, directrice générale, Ordre des conseillers en ressources humaines agréés
- Bernard Tremblay, PDG, Fédération des cégeps

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies (DPES)
COLLABORATION : Secteur des services à la clientèle (SSC), Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle (SGPO)
DATE : 7 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, l'analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le lien vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-33 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2020-2021

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2021 pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection concernant les travailleurs agricoles n'a été réalisé.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : SEQ
VALIDATION :
DATE : 2021-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2020-2021.

Exposé et statistiques pour les activités liées au Plan Nord :

Priorités d'action du Ministère pour le Plan Nord :

- **Attirer, recruter et retenir la main-d'œuvre** au moyen : de l'offre du site Internet *Placement en ligne*; de la tenue de foires de l'emploi et de salons de la main-d'œuvre notamment dans les communautés autochtones, dans les régions du territoire du Plan Nord et dans les autres régions du Québec; d'un accès à des répondants associés au Plan Nord qui sont capables d'informer et de soutenir les personnes à la recherche d'un emploi et qui sont présents partout au Québec par l'entremise des centres locaux d'emploi, des bureaux de Services Québec et des directions régionales de Services Québec.
- **Produire et diffuser de l'information sur le marché du travail** au moyen : d'une promotion accrue de l'*Information sur le marché du travail* en ligne; de la production et de la diffusion du profil actuel de la main-d'œuvre du territoire du Plan Nord; de la production et de la diffusion des perspectives professionnelles ainsi que des professions en demande dans les territoires nordiques; d'une démarche concertée avec les organismes autochtones responsables d'élaborer des profils de la main-d'œuvre autochtone.
- **Assurer la formation de la main-d'œuvre** au moyen : du recours à l'information sur le marché du travail pour améliorer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences de la main-d'œuvre; de l'offre de mesures d'aide à l'emploi, dont la mesure de formation, pour le territoire du Plan Nord et pour la main-d'œuvre des régions du sud désireuse d'aller travailler au nord.
- **Intensifier les liens avec les communautés autochtones** au moyen : du maintien, par les directions régionales de Services Québec, du réseau des six agents de liaison autochtones mis en place en 2013 et de la révision de leur mandat à la lumière des orientations gouvernementales en matière d'offre de service aux Autochtones. Les agents de liaison ont vu leur rôle modifié et l'encadrement et les réponses à donner sont beaucoup plus demandant augmentant la charge de travail. Il en est de même du travail réalisé pour les appels de projet en lien avec le Plan nordique pour les Autochtones.

Autres

- **Partenariats en lien avec le Plan Nord au Nord-du-Québec**
 - Comité de diversification économique de Chapais
 - L'objectif du comité est de réunir les différents intervenants, politique et administratif, afin que tous joignent leurs efforts à la démarche visant à assurer la pérennité et la diversification économique de Chapais.
 - Société du Plan Nord
 - La Société du Plan Nord requiert des avis de pertinence par le Central et par les trois directions régionales du territoire nordique concernant divers projets qui lui sont soumis.
 - Comité main-d'œuvre et vitalité des communautés
 - L'objectif du comité est de produire un avis au ministre responsable du Plan Nord visant à favoriser la disponibilité d'une main-d'œuvre adéquate sur le territoire et contribuer à la vitalité des communautés.
 - Comité sur des projets sur l'immigration
 - L'objectif des différents comités interministériels et partenaires municipaux ou autres, pour échanger et prendre des actions sur la mission immigration avec l'entreprise et sur les enjeux liés à l'intégration des immigrants.

- Comité Grande Alliance du Nord du Québec : comités permanents qui visent la gouvernance pour les années à venir, des thématiques de développement associées à la mise en œuvre de la Grande Alliance. Plus spécifiquement, ce comité opère en 3 sous-comités :
 - Comité minéraux stratégiques
 - Comité distribution d'énergie
 - Comité télécommunication

Deux représentants du MTESS siègent sur ces 3 comités environ 5 à 6 rencontres par comité par année et parfois des travaux à réaliser entre les rencontres

La Société du Plan Nord est responsable de ce plan d’action.

Priorités d’action du Ministère pour le Plan Nord :

Il s’agit d’un Projet économique d’envergure visant à améliorer l’adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences de la main-d’œuvre en ayant recours à de la formation et des mesures d’aide à l’emploi en vue d’une intégration et d’un maintien en emploi à la hauteur de 4 M\$, dont 1 M\$ versés par le MTESS.

Pour l’année 2020-2021, étant donnée la situation pandémique, les projets ont été mis en veille et reprendront au cours de la prochaine année.

Le MTESS continue de déployer ses efforts en matière de main-d’œuvre pour soutenir la valorisation du territoire nordique au Québec et ceci, à même ses programmes réguliers.

Au tableau 1 ci-dessous, les dépenses sont celles de la mesure de formation de la main-d’œuvre individus pour les trois directions régionales liés au Plan Nord pour 2020-2021, les données sont au 19 février 2021.

Tableau 1 (en millier)	
- Régions	2020-2021 Prévision de dépenses
Nord-du-Québec	764,1
Côte-Nord	1 517,4
Saguenay-Lac-St-Jean	8 568,7
Total	10 850,2

Exposé et statistiques pour la Stratégie maritime:

Pour 2020-2021, l’investissement sera d’environ 4 M\$ dans le développement de la main-d’œuvre. Les dépenses finales pour cette période seront disponibles en mai 2021.

Le Ministère prévoit investir dans le secteur maritime en poursuivant ses interventions visant l’insertion en emploi des personnes et le développement et la gestion de la main-d’œuvre en entreprise.

À la suite du dépôt du diagnostic sectoriel sur les besoins de main-d’œuvre et l’adéquation formation-emploi dans le secteur maritime, la Table de concertation a formé des chantiers pour se pencher sur les actions à poser pour favoriser l’adéquation formation-emploi:

- Chantier « Information »,
- Chantier « Immigration »,
- Chantier « Formation »
- et Chantier « Promotion ».

Les travaux ont toutefois été suspendus pour une période indéterminée en raison de la pandémie. La nouvelle situation économique nécessitera certains ajustements aux travaux prévus.

SOURCE : Direction des politiques d’emploi et des stratégies
COLLABORATION : Secteur des services à la clientèle
 Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 2021-04-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2020-2021.

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2020-2021 (au 24 février 2021)
Nombre de conciliateur/médiateur	25

¹Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 25 février 2021 (effectifs en lien d'emploi au 24 février 2021).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 24 février 2021.

Les crédits dédiés de 2020-2021 pour les conciliateurs/médiateurs représentent 3 813 300 \$

SOURCE : DGRH - SSGRI
COLLABORATION : SBACR
VALIDATION :
DATE : 2021-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2020-2021

	2020-2021 ¹
Médiateurs-conciliateurs	24
Dossiers traités	661 ²
Dossiers par médiateur-conciliateur	27,54 ²

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

² Il s'agit d'une donnée préliminaire.

SOURCE :

Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2021-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, la mise en œuvre de l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été poursuivie. La rédaction du rapport est en cours.

Au 31 mars 2021, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du travail.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuées :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 164 700, ce qui correspond à 57 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2021, soit 287 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 1,24 point de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 263 \$ et 549 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2020-2021 et 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2021-2022.

SOURCE : DGRFC-DB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :
Les crédits dédiés ainsi que des copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios et projections concernant le projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

Exposé et statistiques :

- Les sommes dédiées à ce projet sont de 2 081 854 \$ pour 3 ans. Le projet a officiellement débuté en 2020-2021 et 341 783 \$ ont été versés en date du 4 mars 2021.
- Le projet d'expérimentation vise la mise en place de trois scénarios distincts afin d'être en mesure d'identifier les conditions les plus propices au recrutement (scénario 1), à la polyvalence (scénario 2) et à la rétention (scénario 3) des travailleurs sylvicoles. Pendant trois ans, la rémunération actuelle à forfait sera remplacée par de nouvelles modalités de rémunération auprès d'une centaine d'employés répartis dans quatre entreprises d'aménagement forestier de diverses tailles provenant de toute la région du Bas-Saint-Laurent.

Scénarios de rémunération

	Recrutement Scénario 1	Polyvalence Scénario 2	Rétention Scénario 3
Travailleurs visés	20 travailleurs (< 4 saisons d'expérience)	40 travailleurs (> 4 saisons d'expérience)	40 travailleurs (< 5 ans de leur retraite)
Résultat an 1	11 travailleurs	66 travailleurs	3 travailleurs
Problématique	Dans un système de rémunération à forfait, ces débutants ont généralement un rendement très faible au départ. Ils ont des coûts importants à supporter pour l'achat du matériel et des outils de travail.	Leur rémunération varie selon leur productivité, laquelle est directement liée à la complexité des travaux à réaliser. Cette absence de sécurité du revenu est une source de stress importante et contribue à augmenter le départ de certains travailleurs vers d'autres secteurs.	Généralement la rémunération diminue à la fin de leur carrière en raison de la diminution de leur capacité physique. Trop souvent, ils choisissent un autre métier physiquement moins exigeant en fin de carrière.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes qui débutent dans le métier avec ou sans formation de base, avec ou sans expérience.- Rendre le métier d'ouvrier sylvicole plus attractif.	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes expérimentées, mais à plus de 5 ans de leur retraite- Favoriser la rétention dans le secteur de l'aménagement forestier.	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes en fin de carrière (< 5 ans de leur retraite)- Favoriser la rétention dans le secteur de l'aménagement forestier.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur d'emploi-Québec
VALIDATION : Direction régionale de Services Québec du Bas-Saint-Laurent
DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Les crédits alloués, nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci pour le projet pilote visant à expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

Exposé et statistiques :

- L'année 2020-2021 marque les débuts de l'expérimentation en forêt. 80 travailleurs ont terminé la saison, sur un objectif de 100 travailleurs. Il s'agit de 11 recrues, 66 travailleurs expérimentés et 3 travailleurs en fin de carrière. Le nombre de participants permet d'avoir un échantillon représentatif pour évaluer les conditions de travail après l'an 1. Les commentaires recueillis alimentent les réflexions quant à de possibles ajustements pour la deuxième année.
- Un des aspects importants du projet est l'évaluation de la productivité. Dans la première année, les données démontrent que malgré une rémunération horaire, le taux de productivité n'a pas diminué. Cela pourrait favoriser l'adoption de ce nouveau type de rémunération par les groupements forestiers dans le futur.
- En date du 4 mars 2021, 341 783 \$ ont été versés pour la réalisation du projet. Le montant est moins élevé que ce qui était prévu, car les groupements ont eu recours à la subvention canadienne d'urgence pour pallier un manque à gagner au niveau des revenus.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Secteur d'emploi-Québec

VALIDATION : Direction régionale de Services Québec du Bas-Saint-Laurent

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que le bilan, plan de déploiement et résultats pour la formation, notamment pour le Chantier des compétences, ventilés par secteur.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Par la même occasion, le ministre a indiqué que les futures actions du PAMO seront orientées en fonction de trois grandes initiatives :

- Le Chantier des compétences qui consiste à rehausser les compétences des travailleurs et de la main-d'œuvre future.
- Objectif productivité qui vise à augmenter la productivité dans les entreprises pour compenser les effets de la rareté de main-d'œuvre.
- La Grande corvée 2.0 qui consiste à mobiliser les bassins de travailleurs potentiels pour qu'ils intègrent le marché du travail et s'y maintiennent.

Le Chantier des compétences

Le Chantier des compétences vise à rehausser le savoir-faire du plus grand nombre de travailleurs afin de pourvoir les métiers et professions d'avenir et d'accéder à des postes mieux rémunérés.

Il prévoit notamment la diffusion d'informations afin d'encourager les jeunes et les travailleurs actifs à s'orienter vers ces métiers et professions d'avenir.

Le chantier des compétences prévoit aussi le soutien du ministère à de nombreux projets pour adapter les compétences aux nouvelles réalités du marché du travail, la formation continue sera mise de l'avant.

Actions ou projets annoncés depuis la mise en place du Chantier des compétences¹

- Mise à jour du rapport sur l'État d'équilibre du marché du travail à court (2020) et moyen terme (2023) : Diagnostics pour 500 professions qui permet de créer des outils pour tenir compte des effets de la crise sanitaire. Lancement de la 3^{ème} année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Soutien financier de 1,9 M\$ pour permettre à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.
- Attribution d'une aide financière de 1,8 M\$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.
- Aide financière de 1,4 M\$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.
- Aide financière de 1,2 M\$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle
- Aide financière de 1,0 M\$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.
- Soutien financier de 388 k\$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme

¹ Après le 23 septembre 2020.
TIRP50_03-22_BSM.DOC

de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la Commission des partenaires du marché du travail.

- Soutien financier de 156 k\$ pour la formation en soudage-montage en entreprise dans la région de Charlevoix.
- Soutien financier de 146 k\$ pour la formation de travailleurs de l'entreprises Boiserie Savco de La Tuque à la suite de l'automatisation d'une partie des activités.
- Investissement de 0,6 M\$ à la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.
- Mise en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) afin de soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 et qui réalisent notamment des activités de développement des compétences de leur main-d'œuvre. L'enveloppe budgétaire consacrée au PACME était de plus de 150 M\$.
- Mise en place du « Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) » qui s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande. Le PARAF est dotée d'une enveloppe de 114,6 M\$ sur 2 ans et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.
- Un montant de 15 M\$ a été réservé pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.
- Une somme de 4 M\$ a aussi été ajoutée au PARAF afin d'accompagner davantage de personnes sans emploi vers des formations courtes en TI.
- Soutien financier de près de 2,0 M\$ accordée pour la formation des employés de l'usine Bridgestone à Joliette.
- Investissement de 0,9 M\$ pour développer et soutenir la formation technique des travailleurs spécialisés des métiers d'art.
- Aide financière de 119 k\$ à l'Association touristiques régionale des Îles-de-la-Madeleine pour la formation et le maintien en emploi des travailleurs de ce secteur.
- Aide financière de 330 k\$ à Pomelo Santé (Chronométrique) afin de soutenir le développement des compétences de travailleurs à Montréal.
- Aide financière près de 0,5 M\$ au Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie visant à soutenir la formation de travailleurs dans le domaine de la mécanique automobile.
- Aide financière de près de 189 k\$ à l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS) pour analyser les besoins de formation pour les professions de l'audiovisuelle.
- Aide financière de 1,9 M\$ au regroupement des cégeps de Montréal afin de mettre en œuvre de courtes durées s'adressant aux personnes en chômage.
- Aide financière de 94 k\$ au Centre de services scolaire des Patriotes pour la mise en œuvre d'un programme d'études en esthétique automobile.
- Aide financière de 1,2 M\$ pour 9 ententes visant à mettre en place des formations de courtes durées dans la région de la Capitale-Nationale.
- Aide financière de 107 k\$ à Humanis, le centre de formation continue du Cégep de Chicoutimi pour offrir une formation d'agent bilingue de centre d'assistance technique en informatique.

Le 16 octobre 2020 s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi, organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet événement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M\$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure

complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;

- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle ;

Le 21 mars 2021, le gouvernement dévoilé le Plan d'action pour le secteur de la construction, lequel prévoit des investissements de 32,4 M\$ sur deux ans afin de remédier à la rareté de la main-d'œuvre dans cette industrie. Certaines solutions mises en œuvre permettront de valoriser la formation professionnelle et favoriser la requalification de la main-d'œuvre pour travailler dans cette industrie.

Soutien financier du MTESS pour les entreprises souhaitant former leur personnel

Dans le cadre du Chantier des compétences, quelque 215 M\$ ont été investis par le MTESS pour soutenir les entreprises souhaitant former leur personnel au cours de l'exercice 2020-2021. Le financement des programmes mesures et services d'emploi offert par le MTESS découle d'une gestion budgétaire par fonds.

Le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) est affecté exclusivement au financement de la mise en œuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Les revenus du FDMT sont composés de trois sources, soit les Ententes Canada – Québec, les crédits du Québec et d'autres sources.

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) a été créé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Trois sources de revenus constituent le Fond : la contribution des entreprises (des sommes versées par les employeurs assujettis à la Loi qui n'ont pas investi annuellement un montant équivalant à 1% de leur masse salariale dans la formation de leur personnel), la contribution du gouvernement du Canada et celle du gouvernement du Québec (crédits budgétaires). Le FDRCMO permet de subventionner des projets liés au développement des compétences.

Le tableau ci-dessous présente les montants dépensés en 2020-2021 pour la mesure de formation, volet entreprises du FDMT et pour les programmes du FDRCMO visant la formation et le développement des compétences en entreprise.

Programmes ou mesures de formation par fonds	Dépenses 2020-2021 en M\$ ¹
Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises – FDMT	44,5 M\$
Programme « Actions concertées pour le maintien en emploi » – FDMT	121,2 M\$
Programme « Actions concertées pour le maintien en emploi » – FDRCMO	29,8 M\$
Programme favorisant l'apprentissage en milieu de travail et la francisation – FDRCMO	0,7 M\$
Programme de renforcement collectif des compétences de la main-d'œuvre – FDRCMO	5,8 M\$
Programme de développement des compétences pour la relève en emploi – FDRCMO	0,36 M\$
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT – FDRCMO	11,9 M\$
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires – FDRCMO	0,9 M\$
Total	215,6 M\$

¹ Données au 19 février 2021.

Les données par secteur d'activités d'économique ne sont pas disponibles.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 22 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Dans le cadre du Chantier des compétences, les dépenses enregistrées, ventilées par secteur de formation, l'état du fonds, montants disponibles, méthodes de financement.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Par la même occasion, le ministre a indiqué que les futures actions du PAMO seront orientées en fonction de trois grandes initiatives :

- Le Chantier des compétences qui consiste à rehausser les compétences des travailleurs et de la main-d'œuvre future.
- Objectif productivité qui vise à augmenter la productivité dans les entreprises pour compenser les effets de la rareté de main-d'œuvre.
- La Grande corvée 2.0 qui consiste à mobiliser les bassins de travailleurs potentiels pour qu'ils intègrent le marché du travail et s'y maintiennent.

Le Chantier des compétences

Le Chantier des compétences vise à rehausser le savoir-faire du plus grand nombre de travailleurs afin de pourvoir les métiers et professions d'avenir et d'accéder à des postes mieux rémunérés.

Il prévoit notamment la diffusion d'informations afin d'encourager les jeunes et les travailleurs actifs à s'orienter vers ces métiers et professions d'avenir.

Le chantier des compétences prévoit aussi le soutien du ministère à de nombreux projets pour adapter les compétences aux nouvelles réalités du marché du travail, la formation continue sera mise de l'avant.

Actions ou projets annoncés depuis la mise en place du Chantier des compétences¹

- Mise à jour du rapport sur l'État d'équilibre du marché du travail à court (2020) et moyen terme (2023) : Diagnostics pour 500 professions qui permet de créer des outils pour tenir compte des effets de la crise sanitaire. Lancement de la 3^{ème} année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Soutien financier de 1,9 M\$ pour permettre à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.
- Attribution d'une aide financière de 1,8 M\$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.
- Aide financière de 1,4 M\$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.
- Aide financière de 1,2 M\$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle
- Aide financière de 1,0 M\$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.
- Soutien financier de 388 k\$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme

¹ Après le 23 septembre 2020.
TIRP51_03-22_BSM.DOC

de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la Commission des partenaires du marché du travail.

- Soutien financier de 156 k\$ pour la formation en soudage-montage en entreprise dans la région de Charlevoix.
- Soutien financier de 146 k\$ pour la formation de travailleurs de l'entreprises Boiserie Savco de La Tuque à la suite de l'automatisation d'une partie des activités.
- Investissement de 0,6 M\$ à la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.
- Mise en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME) afin de soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 et qui réalisent notamment des activités de développement des compétences de leur main-d'œuvre. L'enveloppe budgétaire consacrée au PACME était de plus de 150 M\$. Mise en place du « Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) » qui s'adresse à l'ensemble des personnes sans emploi, autant celles qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui souhaitent rehausser leurs compétences que celles désirant se requalifier afin d'occuper un emploi en demande. Le PARAF est dotée d'une enveloppe de 114,6 M\$ sur 2 ans et devrait permettre d'accompagner près de 20 000 personnes qui veulent se requalifier ou rehausser leurs compétences.
- Un montant de 15 M\$ a été réservé pour soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI afin de former leur main-d'œuvre, recruter à l'extérieur du Québec et améliorer leur planification de main-d'œuvre.
- Une somme de 4 M\$ a aussi été ajoutée au PARAF afin d'accompagner davantage de personnes sans emploi vers des formations courtes en TI.
- Soutien financier de près de 2,0 M\$ accordée pour la formation des employés de l'usine Bridgestone à Joliette.
- Investissement de 0,9 M\$ pour développer et soutenir la formation technique des travailleurs spécialisés des métiers d'art.
- Aide financière de 119 k\$ à l'Association touristiques régionale des Îles-de-la-Madeleine pour la formation et le maintien en emploi des travailleurs de ce secteur.
- Aide financière de 330 k\$ à Pomelo Santé (Chronométrique) afin de soutenir le développement des compétences de travailleurs à Montréal.
- Aide financière près de 0,5 M\$ au Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie visant à soutenir la formation de travailleurs dans le domaine de la mécanique automobile.
- Aide financière de près de 189 k\$ à l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS) pour analyser les besoins de formation pour les professions de l'audiovisuelle.
- Aide financière de 1,9 M\$ au regroupement des cégeps de Montréal afin de mettre en œuvre de courtes durées s'adressant aux personnes en chômage.
- Aide financière de 94 k\$ au Centre de services scolaire des Patriotes pour la mise en œuvre d'un programme d'études en esthétique automobile.
- Aide financière de 1,2 M\$ pour 9 ententes visant à mettre en place des formations de courtes durées dans la région de la Capitale-Nationale.
- Aide financière de 107 k\$ à Humanis, le centre de formation continue du Cégep de Chicoutimi pour offrir une formation d'agent bilingue de centre d'assistance technique en informatique.

Le 16 octobre 2020 s'est tenu le Forum virtuel sur la requalification de la main-d'œuvre et sur l'emploi, organisé conjointement avec la CPMT. Lors de la clôture de cet événement, le ministre a présenté différentes actions pour aider les entreprises dans leur croissance et les chômeurs pandémiques à reprendre le travail :

- Investissement de près de 1,0 M\$ avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le Conseil emploi métropole pour la mise sur pied d'une formation publique en technologies de l'information (TI). Il s'agit d'un projet de simulation d'entreprise en TI, réalisé conjointement par le Collège Bois-de-Boulogne, du Cégep Gérald-Godin et du Cégep John-Abbot ;
- Bonification du programme Audit industrie (PAI) 4.0 du ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) et Investissement Québec afin d'assurer une meilleure complémentarité avec les mesures de formation et de soutien en gestion des ressources

humaines offertes par le MTESS et assurer un accompagnement continu tout au long de la démarche de transformation numérique de l'entreprise ;

- Référence vers Services Québec (MTESS) par le Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) des personnes immigrantes se déclarant disponibles pour une requalification professionnelle ;

Le 21 mars 2021, le gouvernement dévoilé le Plan d'action pour le secteur de la construction, lequel prévoit des investissements de 32,4 M\$ sur deux ans afin de remédier à la rareté de la main-d'œuvre dans cette industrie. Certaines solutions mises en œuvre permettront de valoriser la formation professionnelle et favoriser la requalification de la main-d'œuvre pour travailler dans cette industrie.

Soutien financier du MTESS pour les entreprises souhaitant former leur personnel

Dans le cadre du Chantier des compétences, quelque 215 M\$ ont été investis par le MTESS pour soutenir les entreprises souhaitant former leur personnel au cours de l'exercice 2020-2021. Le financement des programmes mesures et services d'emploi offert par le MTESS découle d'une gestion budgétaire par fonds.

Le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) est affecté exclusivement au financement de la mise en œuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Les revenus du FDMT sont composés de trois sources, soit les Ententes Canada – Québec, les crédits du Québec et d'autres sources.

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) a été créé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Trois sources de revenus constituent le Fond : la contribution des entreprises (des sommes versées par les employeurs assujettis à la Loi qui n'ont pas investi annuellement un montant équivalant à 1% de leur masse salariale dans la formation de leur personnel), la contribution du gouvernement du Canada et celle du gouvernement du Québec (crédits budgétaires). Le FDRCMO permet de subventionner des projets liés au développement des compétences.

Le tableau ci-dessous présente les montants dépensés en 2020-2021 pour la mesure de formation, volet entreprises du FDMT et pour les programmes du FDRCMO visant la formation et le développement des compétences en entreprise.

Programmes ou mesures de formation par fonds	Dépenses 2020-2021 en M\$ ¹
Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises – FDMT	44,5 M\$
Programme « Actions concertées pour le maintien en emploi » – FDMT	121,2 M\$
Programme « Actions concertées pour le maintien en emploi » – FDRCMO	29,8 M\$
Programme favorisant l'apprentissage en milieu de travail et la francisation – FDRCMO	0,7 M\$
Programme de renforcement collectif des compétences de la main-d'œuvre – FDRCMO	5,8 M\$
Programme de développement des compétences pour la relève en emploi – FDRCMO	0,36 M\$
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT – FDRCMO	11,9 M\$
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires – FDRCMO	0,9 M\$
Total	215,6 M\$

¹ Données au 19 février 2021.

Les données par secteur d'activités d'économique ne sont pas disponibles.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 22 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi no 59, *Loi modernisant le régime de santé et sécurité du travail*.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas les crédits de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION : SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2021-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi n° 78, *Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises*.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas les crédits de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION : SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2021-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Crédits alloués, ventilés par poste budgétaire, à la négociation de la convention collective de la Société québécoise du cannabis :
a) Le nombre d'effectifs à temps complet.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Les dépenses juridiques;
- b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés;
- c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, dans le cadre du Règlement sur les agences de placement de personnel et sur les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- Il y a eu 344 \$ en dépenses juridiques (excluant les salaires des employés concernés) pour des frais de timbre judiciaire relativement à la contestation du règlement.
- Il n'y a eu aucune rencontre relative au règlement tenue entre le Ministère et des intervenants extérieurs aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.
- Il n'y a eu aucune analyse ou étude d'impact particulière. Rappelons qu'en 2019-2020, une analyse d'impact réglementaire a été rendue publique le 10 avril 2019 :
https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agence_placement.pdf

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques
VALIDATION :
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

La liste, ainsi que les décrets modifiant des conventions collectives en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, il n'y a eu aucun décret modifiant des conventions collectives. Par contre, des modifications à 14 décrets de convention collective et règlements pris en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (RLRQ, chapitre D-2) sont entrées en vigueur :

Décret ou règlement	Entrée en vigueur
Décret modifiant le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Québec Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=72439.pdf	22 avril 2020
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de Chapais, de Chibougamau, du Lac-Saint-Jean et du Saguenay Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=72438.pdf	22 avril 2020
Règlement modifiant le Règlement sur la constitution paritaire de l'industrie de l'automobile des régions Lanaudière-Laurentides Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=72440.pdf	22 avril 2020
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des matériaux de construction Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=72883.pdf	15 juillet 2020
Décret abrogeant le Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=72884.pdf	15 juillet 2020
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73456.pdf	4 novembre 2020
Règlement modifiant le Règlement sur l'allocation de présence et sur les frais de déplacement des membres du Comité paritaire du camionnage du district de Québec	4 novembre 2020

<p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73457.pdf</p>	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de Chapais, de Chibougamau, du Lac-Saint-Jean et du Saguenay</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73506.pdf</p>	11 novembre 2020
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions d'Arthabaska, Granby, Sherbrooke et Thetford Mines</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73658.pdf</p>	9 décembre 2020
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Montréal</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73978.pdf</p>	3 février 2021
<p>Règlement sur la constitution du Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Montréal</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=73975.pdf</p>	3 février 2021
<p>Règlement modifiant le Règlement sur le rapport mensuel du Comité paritaire des agents de sécurité</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=74073.pdf</p>	24 février 2021
<p>Règlement modifiant le Règlement sur la tenue d'un système d'enregistrement du Comité paritaire des agents de sécurité</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=74074.pdf</p>	24 février 2021
<p>Règlement modifiant le Règlement sur le prélèvement du Comité paritaire des agents de sécurité</p> <p>Décret d'édiction : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=74075.pdf</p>	24 février 2021

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021, 10 analyses d'impact réglementaire (AIR) ont été mises en ligne, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les décrets de convention collective et les règlements pour lesquels des AIR ont été mises en ligne en 2020-2021. Or, la mise en ligne d'une AIR survient lors de l'étape de la publication pour consultation publique de 45 jours à la Gazette officielle du Québec (GOQ), laquelle est préalable à la publication finale. Ainsi, pour un décret de convention collective ou un règlement donné, l'AIR peut avoir été mise en ligne dans une année financière et la publication finale à la GOQ peut avoir eu lieu dans l'année financière subséquente. Notons aussi que certains règlements des comités paritaires font l'objet d'une seule publication à la GOQ.

Ainsi, les décrets de convention collective et les règlements se trouvant dans le tableau ci-dessous peuvent différer de ceux qui sont mentionnés dans la réponse de la question RP58. Cette différence s'explique par le fait que la réponse à la question RP58 présente les décrets et règlements qui ont été édictés (publication finale à la GOQ) et qui ont ainsi modifié des décrets de convention collective ou des règlements.

Considérant ce qui précède, il existe des différences entre les réponses aux questions RP58 et RP59.

Décret ou règlement	Date de mise en ligne
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de Chapais, de Chibougamau, du Lac-Saint-Jean et du Saguenay AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIRautoSaguenay_2020-07.pdf	2 juillet 2020
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIRautoMauricie_2020-07.pdf	2 juillet 2020
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Montréal AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_AutoMtl2020-09-23.pdf	23 septembre 2020
Règlements modifiant le Règlement sur la tenue d'un système d'enregistrement, du Règlement sur le rapport mensuel et du Règlement sur le prélèvement du Comité paritaire des agents de sécurité AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agentsecurite_20200930.pdf	30 septembre 2020

<p>Décret modifiant le Décret sur l'enlèvement des déchets solides de la région de Montréal</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_DecretEnlvementDechetsSolides.pdf</p>	4 novembre 2020
<p>Décret modifiant le Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics de la région de Montréal</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_edifices-publics-Mtl.pdf</p>	9 décembre 2020
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie de la menuiserie métallique de la région de Montréal</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIRMenuiserieMetal-20210106.pdf</p>	6 janvier 2021
<p>Décret modifiant le Décret sur l'installation d'équipement pétrolier</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_EquipementPetrolier_avantagesSociaux-20210203.pdf</p>	3 février 2021
<p>Décret modifiant le Décret sur l'installation d'équipement pétrolier</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_EquipementPetrolier_HaussesSal-20210203.pdf</p>	3 février 2021
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie de services automobiles des régions d'Arthabaska, Granby, Sherbrooke et Therford Mines</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AutoEstrie_2021.pdf</p>	17 février 2021

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des communications
VALIDATION :
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote, visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.

Exposé et statistiques :

- En 2020-2021 (en date du 19 février 2021) : 117 participations à des formations individuelles, pour des déboursés de 192 084 \$.
- En 2020-2021 (en date du 19 février 2021), on retrouve 82 projets de formation en entreprises, pour des déboursés de 1 472 254 \$.
- Le projet pilote a débuté en mars 2018. Il prévoit de la formation pour les travailleurs saisonniers en chômage donnant droit, pendant la durée de la formation, à une allocation d'aide à l'emploi rehaussée. Le projet pilote prévoit également un soutien financier rehaussé pour les entreprises ayant des activités saisonnières qui prolongent la période d'emploi de leurs salariés pour les former.
- Un bilan de ce projet pilote pour l'année 2018-2019 a été approuvé lors de l'Assemblée délibérante de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) du 13 février 2020, après consultation des membres de la Table nationale de concertation sur l'emploi saisonnier, laquelle a été mise en place par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Les recommandations de ce bilan proposent notamment certains ajustements dans les modalités du projet pilote.
- Le projet pilote sera reconduit pour une quatrième et dernière année en 2021-2022.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Secteur Emploi-Québec

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Concernant l'accès à l'information :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.

Par rapport au 31 mars 2020, 3 effectifs supplémentaires ont été affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021. Ces ajouts visaient à combler des postes vacants au sein de l'unité responsable de l'accès à l'information.

- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021

Le Ministère a reçu 300 demandes d'accès à l'information entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021.

- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Le Ministère a répondu à 221 demandes dans le délai prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin, certaines demandes reçues à la fin de l'année financière 2020-2021 seront répondues dans le délai après le 31 mars 2021, mais ne sont pas incluses dans ce nombre.

SOURCE : Secrétariat général adjoint

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2021-04-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2020-2021 en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2020-2021

Avis demandés

- Avis concernant la nomination à la vice-présidence qualité et cohérence du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 29 juin 2020 et transmis le 3 juillet 2020)
- Avis sur le télétravail
(Avis demandé le 3 septembre 2020 et transmis le 14 octobre 2020)
- Avis concernant les disparités de traitement en fonction de la date d'embauche en matière de régimes de retraite et d'avantages sociaux
(Avis demandé le 16 septembre 2019, en cours)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2020-2021

Aucun avis

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2020-2021. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2020-2021

Plaintes traitées : 1

Décisions rendues : 0

Cas en délibéré : 1

La plainte traitée avait pour objet : délai pour rendre une décision.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :
Liste des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2020 (année civile)

Catégories de dépenses	Dépenses 2020
Services de transport, de communication et autres postes	41 634,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 005 109,00 \$
Location de meubles	3 847,00 \$
Location de biens immeubles	446 593,00 \$
Fournitures et équipements	105 645,00 \$
Investissement	11 881,00 \$
Total	1 614 709,00 \$

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION : Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
VALIDATION :
DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de 2 bureaux avec personnel administratif et salles d'examen, dont un à Montréal et l'autre à Québec.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Nombre de dossiers au BEM pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au BEM en 2020

Année civile	Nombre de dossiers
2020	7 213

Il est à noter que les bureaux du BEM ont été fermés du 13 mars à la mi-juin 2020.

Délais de traitement moyens en 2020

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2020	124,7	15,7	140,4

Source : DBEM0309

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes reçues (avis demandés) au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Année Financière	CNESST	Employeur	Demandes conjointes CNESST et Employeur	Total
2020-2021	2262	7735	0	9997
	22,63%	77,37%	0,00%	100,00%

Source: DBEM0309

Données du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Il est à noter que le BEM a été fermé du 13 mars à la mi-juin en raison de la pandémie.

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2021-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* pour 2020-2021. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.

Exposé et statistiques :
Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis	Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	16	Dentisterie	Giguère, Michel	6
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre	105		Schwartz, Melvin	1
	Boubez, Ghassan	40	Dermatologie	Moreau, Linda	1
	Carbery, Michael	9	Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	5
	Cloutier, Réjean	250		Drouin, Denis	49
	Cloutier, Frédéric-Charles			Laberge, Janick	56
	Daoud, Hany	388	Médecine interne	Coiteux, Isabelle	4
	Dehnade, Faramarze	50		Laurier, Michel	6
	Desloges, Danielle	279	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	218
	Duchesne, Robert	140		Parent, René	
	Dufour, Marcel	377		Tinawi, Simon	9
	Fallaha, Michel	289	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	60
	Fournier, Karl	243		Bouvier, Guy	
	Fraser, Myriam	12		Demers, Jacques	277
	Gagnon, Sylvain	71		Godoy Pimenta, Newton Jose	4
	Godbout, Véronique	26		Malak, Ramez	146
	Groncin, Philippe Paul	2		McLelland, Hans	59
	Magalhaes Grave, Marc-André	41		Michaud, Yzabel	94
	Greenfield, Garry	242		Moumdjian, Robert A.	229
	Isler, Marc			Séguin, Mario	12
	Jodoin, Alain	234		Shedid, Daniel	392
	Labelle, Hubert	214		Vieira Neto, Leonardo	6
	Lemire, Luc	64		Weil, Alexander	1
	Mac, Thien Vu	148		Yuh, Sung-Joo	112
	Michaud, Guillaume	66	Neurologie	Bérubé, Arline	32
	Nault, Théodore	302		Bourgeau, Pierre	
	Nguyen, Hai	7		Masson, Hélène	16
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu		Ophthalmologie	Lafond, Gilles-P.	4
	Perron, Odette	223		Mathieu-Millaire, Francine	9
	Schlader, Eric	2		Robert, Marie-Claude	
	Sepehr-Arae, Arash	414	ORL et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	32
	Valériote, Josée	15		Rahal, Akram	15
	Wiltshire, David G.	133	Pneumologie	Saad, Nathalie	9
Chirurgie plastique	Léveillé, André	211	Psychiatrie	Bemmira, Sara	4
	Mok, David	1		Calouche, Sonia	2
	Pépin, Marie-Ève	9		Montreuil, Jean-François	9
	Tremblay, Dominique	18		Primeau, François	21
			Urologie	Dessureault, Jean	2

Source :DBEM0309
Données en date du 28 février 2021

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2020-2021. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits par les membres du BEM, suite à une évaluation du travailleur, entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021

Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis	Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	16	Dentisterie	Giguère, Michel	6
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre	105		Schwartz, Melvin	1
	Boubez, Ghassan	40	Dermatologie	Moreau, Linda	1
	Carbery, Michael	9	Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	5
	Cloutier, Réjean	250		Drouin, Denis	49
	Cloutier, Frédéric-Charles			Laberge, Janick	56
	Daoud, Hany	388	Médecine interne	Coiteux, Isabelle	4
	Dehnade, Faramarze	50		Laurier, Michel	6
	Desloges, Danielle	279	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	218
	Duchesne, Robert	140		Parent, René	
	Dufour, Marcel	377		Tinawi, Simon	9
	Fallaha, Michel	289	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	60
	Fournier, Karl	243		Bouvier, Guy	
	Fraser, Myriam	12		Demers, Jacques	277
	Gagnon, Sylvain	71		Godoy Pimenta, Newton Jose	4
	Godbout, Véronique	26		Malak, Ramez	146
	Grondin, Philippe Paul	2		McLelland, Hans	59
	Magalhaes Grave, Marc-André	41		Michaud, Yzabel	94
	Greenfield, Garry	242		Moumdjian, Robert A.	229
	Isler, Marc			Séguin, Mario	12
	Jodoin, Alain	234		Shedid, Daniel	392
	Labelle, Hubert	214		Vieira Neto, Leonardo	6
	Lemire, Luc	64		Weil, Alexander	1
	Mac, Thien Vu	148		Yuh, Sung-Joo	112
	Michaud, Guillaume	66	Neurologie	Bérubé, Arline	32
	Nault, Théodore	302		Bourgeau, Pierre	
	Nguyen, Hai	7		Masson, Hélène	16
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu		Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P	4
	Perron, Odette	223		Mathieu-Millaire, Francine	9
	Schlader, Eric	2		Robert, Marie-Claude	
	Sepehr-Arae, Arash	414	ORL et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	32
	Valériote, Josée	15		Rahal, Akram	15
	Wiltshire, David G.	133	Pneumologie	Saad, Nathalie	9
Chirurgie plastique	Léveillé, André	211	Psychiatrie	Bemmira, Sara	4
	Mok, David	1		Calouche, Sonia	2
	Pépin, Marie-Eve	9		Montreuil, Jean-François	9
	Tremblay, Dominique	18		Primeau, François	21
			Urologie	Dessureault, Jean	2

Source : DBEM0309
Données en date du 28 février 2021

Le BEM ne compile pas les données par lésion ou maladie professionnelle.

Il est à noter que le BEM a été fermé du 13 mars à la mi-juin 2020 en raison de la pandémie. Durant cette période, il n'y a eu aucune rencontre d'évaluation.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2020 (année civile)

Dépenses de fonctionnement	2020
Services de transport et de communication et autres postes	41 634,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 005 109,00 \$
Location de meubles	3 847,00 \$
Location de biens immeubles	446 593,00 \$
Fournitures et équipements	105 645,00 \$
Investissement	11 881,00 \$
Total	1 614 709,00 \$

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE :

2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-74

Titre :
Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité en 2020-2021

Spécialités	2020-2021
Anesthésiologie	0
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	31
Chirurgie plastique	4
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille	3
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation	3
Neurochirurgie	13
Neurologie	3
Ophtalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Pneumologie	1
Psychiatrie	4
Rhumatologie	0
Urologie	1
total	74

Source : DBEM0309
Données en date du 28 février 2021

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75

Titre :

Nombre d'avis sans divergence d'opinions (contestation) demandés par la CNESST, pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2020-2021*	404

Source :DBEM0309

* Les données sont du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-16

